



# GESTION PUBLIQUE

## La veille internationale en brèves

N° 61 – septembre 2015

### Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.

## Note réactive du mois

### N° 76 – Union européenne l'administration en ligne dans l'Union européenne



Dans le cadre de la Stratégie pour un marché unique numérique en Europe, annoncée le 6 mai 2015, la Commission européenne est en train d'élaborer un plan d'action 2016-2020 pour une gouvernance numérique. Il fait suite à celui couvrant la période 2011-2015. C'est la déclaration ministérielle de Malmö, de novembre 2009, qui avait fixé les grandes orientations de ces plans d'action européens, avec pour objectif que les administrations publiques européennes deviennent plus ouvertes, flexibles et collaboratives.

[en savoir plus](#)

## Actualité de la gestion publique

### 1 - Gestion de la performance (audits, budget, indicateurs)

#### International Budget Partnership



Warren Krafchik, directeur exécutif de l'IBP, a commenté la cinquième édition du [rapport](#) de son organisation sur « la transparence des finances publiques, la participation des citoyens et le pouvoir des institutions indépendantes de contrôle au cours du processus de budgétisation ». Parmi les 102 pays étudiés, **seuls quatre obtiennent une note satisfaisante** sur les trois piliers : Afrique du Sud, Brésil, États-Unis et Norvège. L'enquête (140 questions) est réalisée par des **experts budgétaires indépendants**, puis le budget national de chaque pays est évalué de manière anonyme **par un évaluateur pair**. Les gouvernements sont également **invités à examiner et à commenter**, ce que font bon nombre d'entre eux.

[en savoir plus](#)

jfa

#### Autriche




La Cour fédérale des comptes (Bundesrechnungshof) s'inquiète – dans un rapport récent – de la **situation financière de la ville de Vienne**. La dette publique est passée, en sept ans, de 1,4 à 4,9 milliards d'euros. Les juges reprochent principalement à la municipalité – qui a le statut d'État fédéré – de **ne pas vouloir mettre en œuvre la réforme fédérale des pensions** des agents publics avant 2042. Le recours quasi systématique à des prestataires externes – notamment dans le domaine de la communication – est aussi sévèrement critiqué. Pour Renate Brauner, adjointe aux Finances, cette situation est due à la crise économique et au fait que deux tiers des **emprunts ont été contractés en francs suisses**.

[en savoir plus](#)

jfa


**Italie**



Avec des prévisions de **croissance à la hausse**, le gouvernement de Matteo Renzi entame des négociations avec Bruxelles pour pouvoir **bénéficier des mesures de flexibilité** (mises en place dans le cadre du Programme pluriannuel de financement 2014-2020), qui devraient lui permettre de **relever sa prévision de déficit public** pour 2016 à 2,2 %, au lieu des 1,8 % initialement prévus au printemps. Le président du Conseil rappelle que **les réformes structurelles**, notamment la réforme de l'Administration actuellement menée, compensent en grande partie la **suppression de certaines taxes** sur l'immobilier et l'allègement de charges pour les entreprises, destiné à relancer l'emploi.

[en savoir plus](#) jfa

**République tchèque**




Bohuslav Sobotka, Premier ministre, et Miloslav Kala, président de la Cour des comptes (NKÚ) se sont rencontrés, le 8 septembre, pour évoquer ensemble les **modalités de mise en œuvre relatives aux nouvelles compétences** du NKÚ, à savoir le contrôle de l'exécution budgétaire des administrations locales et régionales ainsi que des entreprises dans lesquelles l'État détient des participations. Le chef du gouvernement a annoncé que la juridiction financière **disposera d'un accès total** aux fichiers informatiques détenus par ces entités, ce qui, selon le président de la Cour, « permettra de **faire de substantielles économies** dans les procédures d'audit ».

[en savoir plus](#) jfa

## 2 - Organisation et mise en œuvre du service public


**Canada**



Suivant l'exemple des villes américaines de Chicago et New York, Toronto, la première ville du pays, a lancé l'initiative « [Better Budget TO](#) » et **expérimente le budget participatif** dans trois de ses districts (Don Valley East, Scarborough et York South-Weston). Tous les résidents **âgés de 14 ans et plus**, qu'ils soient citoyens canadiens ou non (Toronto est classée **2<sup>e</sup> ville la plus cosmopolite au monde** par l'ONU après Miami), seront amenés à s'exprimer sur les projets présentés par les conseils locaux et à faire leurs propres propositions, **dans la limite des 150 000 dollars canadiens** alloués à chacun des trois quartiers par la municipalité. Une évaluation de l'expérimentation sera réalisée en novembre.

[en savoir plus](#) jfa


**Espagne**



Une modification du règlement général relatif à la loi sur les marchés publics doit **faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises aux marchés publics**. Soraya Sáenz de Santamaría, vice-Premier ministre, a présenté cette décision qui s'inscrit dans « le processus global de **réforme de l'Administration** et de réduction de la bureaucratie ». Les PME ne seront plus soumises à la classification sectorielle pour répondre à un appel d'offres et la **période retenue pour les références présentées** est portée de 5 à 10 ans pour les marchés de travaux (de 3 à 5 ans pour les contrats de service). De plus, les prestations réalisées pour des filiales d'entreprises espagnoles à l'étranger seront prises en compte.

[en savoir plus](#) jfa


**Russie**



La Fédération a voté une **loi relative aux partenariats public-privé** qui s'appliquera à tous les contrats de ce type à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, y compris ceux passés par les municipalités. Selon les observateurs, ce modèle est **encore très peu répandu dans le pays** car le seul cadre juridique existant est l'accord sur les concessions de juillet 2005 (portant sur les seules opérations de type BTO, Build-Transfer-Operate). L'objectif visé par cette loi fédérale est d'**harmoniser les pratiques**, en définissant le concept de partenariat public-privé au niveau fédéral, mais aussi ses modes de financement, ainsi que les **moyens dont dispose l'Administration** pour pallier les éventuelles défaillances d'un prestataire.

[en savoir plus](#) jfa





**Suède**





Mettre la culture à la portée du plus grand nombre, c'est ce que veut faire le gouvernement en **rendant gratuit l'accès aux seize musées nationaux** dès le 1<sup>er</sup> janvier 2016. L'initiative a été présentée, le 15 septembre, par Alice Bah Kuhnke, ministre de la Culture et de la Démocratie, et la somme de 80 millions de couronnes suédoises (8,5 millions d'euros) a été **inscrite au budget pour financer cette mesure**. Les droits d'entrée des musées suédois sont **assez élevés à l'échelon européen** avec un prix moyen de 120 couronnes (12,80 euros). La ministre a précisé : « Nous devons ouvrir et montrer nos trésors culturels à celles et ceux qui n'ont pas l'habitude de se rendre dans les musées ».

[en savoir plus](#) jfa

### 3 - Qualité de service, relation à l'utilisateur, e-administration

<b>États-Unis</b> 	<p>La Maison-Blanche a publié, le 15 septembre, un nouveau décret présidentiel qui autorise les agences fédérales à « mener des <b>expériences sur le comportement des citoyens américains</b> afin de <b>faire avancer les initiatives gouvernementales</b> ». Cette démarche, appelée « <b>nudge</b> » est née au Royaume-Uni et a été reprise par deux chercheurs de l'université de Chicago. Les agences devront <b>identifier</b> les politiques publiques pour lesquelles une étude comportementale se révèle être appropriée, <b>élaborer</b> des stratégies de mise en œuvre, <b>recruter</b> des experts et <b>renforcer leurs relations</b> avec la communauté de la recherche afin de mieux utiliser les résultats de ces études.</p> <p><a href="#">en savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<b>Japon</b> 	<p>À partir d'octobre 2015, chaque résident légal du territoire japonais recevra un <b>identifiant unique</b> à 12 chiffres, nécessaire dès janvier 2016 pour effectuer toutes les <b>formalités</b> concernant la protection sociale, les impôts, ainsi que la prise en charge des catastrophes naturelles. Une <b>carte à puce</b> individuelle utile à certaines démarches en ligne pourra, par ailleurs, être délivrée, et un <b>portail dédié</b> permettra (à partir de 2017) la mise à jour des données personnelles. La mise en place de ce système répond à l'ambition du gouvernement Abe de créer une <b>société plus juste</b> au travers d'une <b>administration efficace</b> offrant des <b>démarches simplifiées</b>.</p> <p><a href="#">en savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;"><i>tc</i></p>
<b>Pays-Bas</b> 	<p>Le Conseil néerlandais pour la <b>promotion de l'interopérabilité et l'utilisation de normes ouvertes</b> veut rendre <b>obligatoire l'utilisation de la norme ODF</b> (Open Data File) dans les administrations publiques. C'est ce qu'a fait savoir son président, Nico Westpalm van Hoorn. Alors que tous les postes de l'administration centrale sont équipés, depuis 2007, d'un logiciel permettant d'éditer et de modifier les documents au format ODF, <b>la norme est délaissée au profit des outils « propriétaires »</b>. Steven Luitjens, directeur de Logius (un département du ministère de l'Intérieur chargé d'assister les administrations en matière de TIC), ajoute que « mettre l'accent sur les normes ouvertes est de notre <b>responsabilité économique et sociale</b> ».</p> <p><a href="#">en savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<b>Portugal</b> 	<p><a href="#">Simplificar</a>, le portail pour aider à moderniser et à simplifier l'Administration publique, a été lancé le 4 septembre. Il invite – par <b>des campagnes thématiques</b> – citoyens et entreprises à proposer, pendant une durée de deux mois, leurs solutions pour « remédier à une bureaucratie excessive ». Les deux premières campagnes concernent la réglementation en matière d'élevage et la rénovation de l'habitat. L'administration du site s'engage à ce que <b>toutes les contributions soient transmises aux administrations concernées</b>. Le site donne aussi accès à <a href="#">WikiLegis</a>, un outil pour proposer des amendements à la législation existante, voire une nouvelle législation.</p> <p><a href="#">en savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>

### 4 - Gestion des ressources humaines

<b>Allemagne</b> 	<p>Compte tenu du nombre important de migrants que le pays s'appête à accueillir, le ministère fédéral des Finances a souhaité apporter son aide à l'Office fédéral pour les migrants et les réfugiés (BAMF), en <b>mettant à sa disposition 50 fonctionnaires des douanes</b> pour une durée initiale de six mois. Ces agents seront affectés au <b>traitement des demandes d'asile simples</b>. Werner Gatzert, secrétaire d'État au ministère, a précisé que : « L'administration (des douanes) lutte notamment contre le travail non déclaré et l'emploi illégal. Ces agents reçoivent, dans leur cursus, une <b>formation intensive en matière de droit de l'immigration et de droit au séjour</b>. Ils sont donc particulièrement préparés pour une telle mission ».</p> <p><a href="#">en savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<b>Brésil</b> 	<p>En réponse à la <b>baisse de la notation</b> par l'agence Standard and Poor's (le pays est passé de BBB- à BB+ et entre dans la catégorie des emprunteurs dits « spéculatifs »), la présidente, Dilma Rousseff, a annoncé des <b>premières mesures</b>, dont certaines concernent directement la Fonction publique : <b>gel des traitements des fonctionnaires en 2016</b> (une augmentation avait été annoncée pour le 1<sup>er</sup> janvier) et, à terme, <b>fermeture de dix ministères</b> à Brasilia (sur 39). <b>Mille postes seront ainsi supprimés</b> dans les administrations centrales. Joaquim Levy, le ministre des Finances, a indiqué que « ces réductions touchent de façon importante les fonctionnaires et le <b>fonctionnement de l'appareil de l'État</b> ».</p> <p><a href="#">en savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>

## Irlande



La Fonction publique élabore des propositions pour **augmenter le nombre de femmes** parmi ses cadres supérieurs et dirigeants (elles occupent **aujourd'hui un tiers de ces postes**). L'annonce a été faite par Robert Watt, secrétaire d'État au ministère de la Dépense publique et des Réformes. Une expérimentation (W-LEAD) est coordonnée par le ministère de la Justice et de l'Égalité, dans le cadre du **programme européen PROGRESS**. Un groupe de femmes, issues des seize ministères et exerçant les fonctions de Principal officers (sous-directrice ou directrice), reçoivent une **formation personnalisée**, sous la forme d'un **mentorat** et avec pour objectif de les préparer aux fonctions de secrétaire général adjoint.

[en savoir plus](#)

*jfa*

## Lettonie



Administration sous tutelle du ministère de l'Agriculture, le service de l'Aide rurale a mis en place une **application** visant à contribuer à **l'amélioration de la qualité de vie au travail de ses personnels**, répartis sur l'ensemble du territoire et souvent isolés géographiquement. Après s'être connecté, l'agent **répond (de façon anonyme) à une série de questions** concernant son bien-être (ou mal-être). L'application – conçue en collaboration avec **différents professionnels** (assistants sociaux, médecins et psychologues) – lui fournit des **premiers éléments de réponse** qui peuvent être des conseils de santé (techniques de respiration, par exemple) ou l'orientation vers une médiation.

[en savoir plus](#)

*jfa*

## INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : MYLÈNE ORANGE-LOUBOUTIN, DIRECTRICE GÉNÉRALE  
RÉDACTEUR EN CHEF : PHILIPPE MAZUEL, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE  
COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN  
ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN (*jfa*), THIBAUT CHASLERIES (*tc*) /  
GENEVIÈVE RAFFAËLLI, NADINE BERNET  
RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE

[recherche.igpde@finances.gouv.fr](mailto:recherche.igpde@finances.gouv.fr) – [@Igpde\\_Gp](https://twitter.com/Igpde_Gp)

<http://www.economie.gouv.fr/igpde-editions-publications/presentation-gestion-publique>

PUBLICATION MENSUELLE - ISSN 2105-0740



MINISTÈRE  
DES FINANCES  
ET DES COMPTES  
PUBLICS

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DE L'INDUSTRIE  
ET DU NUMÉRIQUE